

Theix, le 29 juin 2015

MONSIEUR LE PREFET

Objet : examen au cas par cas- plan zonage assainissement eaux pluviales.

Affaire suivie par : Nathalie MORINIAUX, responsable du service Aménagement et Urbanisme (02 97 43 01 10)
Nos réf. : NM/080754

Monsieur le préfet,

Le conseil municipal a décidé, par délibération du 30 mars 2010, la réalisation d'un schéma d'assainissement des eaux pluviales.

Le bureau d'étude SCE a réalisé en 2012 sur le territoire de la commune de THEIX, un diagnostic des réseaux hydrauliques existants ou à créer et un zonage d'assainissement pluvial mis à jour en 2015.

Conformément à l'article L.2224-10 du général des collectivités territoriales, il convient de soumettre à enquête publique, les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement. Ainsi, vous trouverez ci-joint pour avis dans le cadre d'un examen au cas par cas la synthèse non technique relative au schéma d'assainissement des eaux pluviales et le zonage d'assainissement pluvial de la commune avant enquête publique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le préfet, l'expression de mes salutations distinguées.



Le maire,

Yves QUESTEL



Fiche d'examen au cas par cas pour les zones visées par l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

selon le R122-17-II alinéa 4 du Code de l'environnement

Mode d'emploi simplifié

Toutes collectivités compétentes sur la délimitation des quatre zones mentionnées à l'article L2224-10 du CGCT, communément appelés zonages d'assainissement, en voie d'élaboration, mais aussi de révision ou de modification sont concernées par la présente fiche d'examen au cas par cas.

La présente fiche est à renseigner et à transmettre, avec l'ensemble des pièces demandées, à l'attention du préfet de votre département, en sa qualité d'autorité environnementale, selon les obligations faites à la personne publique responsable conformément à l'article R122-18-I CE.

L'objectif de cette procédure d'examen au cas par cas est de permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, par décision motivée au regard de la susceptibilité d'impact sur l'environnement, sur la nécessité ou non pour la personne publique responsable de réaliser l'évaluation environnementale de son plan.

Les informations transmises engagent la personne publique responsable et font l'objet d'une publicité sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour plus d'explication se reporter à la note d'accompagnement.

À renseigner par la personne publique responsable

Questions générales

Nom de la collectivité ou de l'EPCI compétent	Nom de la personne publique responsable
COMMUNE DE THEIX	M. Yves QUESTEL

Zonages concernés par la présente demande	
Les zones d'assainissement collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;	Oui - <u>non</u>
Les zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;	Oui - <u>non</u>
Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;	<u>Oui</u> - non
Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.	Oui - <u>non</u>

Présentation de votre démarche et des motifs de la mise en place/révision de ce (ces) zonage(s)

La commune de Theix a réalisé un schéma d'assainissement des eaux pluviales, finalisé en 2012 par le cabinet SUE.

En application de l'article L2224-10 du CGCT, la commune délimite les zones où des mesures doivent être prises pour la gestion des eaux pluviales, après enquête publique. Le zonage fait l'objet préalablement, dans le cadre de cette demande d'un examen au cas par cas par l'autorité environnementale.
Le PLU fera l'objet d'une mise à jour à l'issue de cette procédure.

Caractéristiques des zonages et contexte

1. Est-ce une révision/modification de zonages d'assainissement ?

Oui ☒ non

• Quelle est la date d'approbation du précédent zonage ?

Si oui, veuillez joindre les cartes de zonage existantes ;

• Dans le cas d'une extension éventuellement envisagée d'un ou plusieurs zonages, dans quelles proportions ces zones vont-elles s'étendre ?

(Environ en ha)

1. Quel est le territoire concerné ? (joindre une carte du périmètre)

Commune de Theix (carte n°1)

2. Le territoire est-il couvert par un ou plusieurs document(s) d'urbanisme ?
Si PLUi, préciser le contour de l'intercommunalité (ou joindre une carte) :

~~PLUi~~

☒ PLU

Carte communale

Non

Plusieurs :

• Quelle est la date d'approbation du/des document(s) existant(s) ? 27/03/2010

• Si le(s) document(s) est/sont en cours d'élaboration / révision / modification, quel est l'état d'avancement de la démarche ? lancement modification du PLU par délibération du 30.03.15

1. La réalisation/révision/modification de vos zonages est-elle menée en parallèle d'une élaboration/révision/modification du document d'urbanisme ?

Oui ☒ non

Expliquer l'articulation envisagée entre le document d'urbanisme et le(s) zonage(s) prévu(s) (traitement des questions d'assainissement par le document d'urbanisme, conséquences des ouvertures à l'urbanisation, ...) :

voir annexe n°2 de la présente fiche

2. Le(s) PLUi/PLU/carte communale, en vigueur, font/fait-il(elle) ou ont/a-t-il(elle) fait l'objet d'une évaluation environnementale ?¹

Oui ☒ non examen au cas par cas

Commune couverte par un SCOT approuvé

3. Des études techniques (type : schéma directeur d'assainissement², étude sur les eaux pluviales, ...) ont-elles été, ou seront-elles, menées préalablement à vos futures propositions de zonages ?

Oui ☒ non

Préciser ces études :

- Schéma d'assainissement des eaux pluviales (SUE réalisé en 2012)
- Etudes loi sur l'eau sur les secteurs d'urbanisation définis au PLU (Zonages AUB.)

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées

4. Êtes-vous/intégrez-vous une commune en zone littorale (au sens de la loi littorale, y

Oui ☒ non

¹ Selon le décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme

² Attention : à ne pas confondre avec le schéma d'assainissement selon l'article L2224-8 du CGCT.

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées

compris certains lacs)?

5. Est-ce que le territoire de votre collectivité dispose ou est limitrophe d'une commune disposant :

- d'une zone de baignade ? dans ce cas un profil de baignade a-t-il été réalisé ?
- d'une zone conchylicole ?
- d'une zone de montagne ?
- d'un périmètre réglementaire de captage (immédiat, rapproché/éloigné) d'alimentation en eau potable ?
- d'un périmètre de protection des risques d'inondations ?

~~Oui~~ ☒ non - limitrophe
~~Oui~~ ☒ non - limitrophe
~~Oui~~ ☒ non - limitrophe
~~Oui~~ ☒ non - limitrophe
~~Oui~~ ☒ non - limitrophe

Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie)

voir cartographies jointes : Annexes sanitaires n° 2 et annexe plan de prévention des risques inondations n° 4
 (Nord-Ouest de la commune.)

1. Le territoire dispose-t-il :

- de cours d'eau de première catégorie piscicole ?
- de réservoirs biologiques selon le SDAGE ?

~~Oui~~ ☒ non
~~Oui~~ ☒ non

Préciser lesquels : (joindre éventuellement une cartographie)

Talhouët - Plessis - Kerandren

1. Y a-t-il une zone environnementalement sensible à proximité telle que :

- Natura 2000 ?
- ZNIEFF1 ?
- Zone humide ?
- Éléments de la Trame Verte et Bleue (réservoir, corridors) ?
- Présence connue d'espèces protégées ?
- Présence de nappe phréatique sensible ?

~~Oui~~ ☒ non
~~Oui~~ ☒ non
~~Oui~~ ☒ non
~~Oui~~ ☒ non
~~Oui~~ ☒ non
~~Oui~~ ☒ non

Préciser lesquelles : (joindre éventuellement une cartographie)

voir cartographies jointes : - Annexe PLU Natura 2000 - Znieff n° 5

- Annexe PLU zones humides n° 6

Autres :

- Annexe rapport de présentation p 50-56 dont Trame verte n° 7

- Annexe Plan Parc PNR - présence Pont d'Ancône n° 8

1. Quel est le niveau de qualité de l'état écologique et de l'état chimique (très bon état, bon état, moyen, médiocre, mauvais) ³ des masses d'eau réceptrices des eaux concernées par la présente demande, selon la classification du SDAGE au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE)?

- Nom de la(des) Masse(s) d'eau superficielle :
- Nom de la(des) Masse(s) d'eau souterraine :

Si souhaité, vous pouvez préciser un niveau de qualité issu des point(s) de référence(s) nationaux connu(s), ou selon d'autres données à préciser (biblio, mesures locales)

Etang de Migele
 Golfe du Morbihan

2. Votre territoire fait-il l'objet d'application de documents de niveau supérieur :

- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? en cours d'élaboration
- Directive Territoriale d'Aménagement (DTA ou DTADD) ?
- Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ?

~~Oui~~ ☒ non
~~Oui~~ ☒ non
~~Oui~~ ☒ non

Préciser lesquelles : SCOT VANNES AGGLO

SAGE GOLFE DU MORBIHAN ET RIA D'ETEL (en cours)

Caractéristiques générales du territoire et des zones susceptibles d'être touchées	
Autres :	
1. Pensez-vous que votre territoire sera soumis à une forte urbanisation ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non
Précisez : <i>L'urbanisation sur la commune reste très maîtrisée. Le PLU approuvé compte sur 4713 ha, 377 ha de surfaces urbanisées et urbanisables (soit 80% du territoire communal) - Les zones 1 AU et 2 AU (intégrant notamment du renouvellement urbain) représentent pour leur part 1,3%.</i>	
2. Quel est le type principal des réseaux de collecte des eaux usées sur votre territoire ?	<input checked="" type="radio"/> Séparatif <input type="radio"/> Unitaire
Autres :	
3. Disposez-vous d'une carte d'aptitude des sols à l'infiltration ?	Oui <input checked="" type="radio"/> non
4. Existe-t-il des ouvrages de rétention des Eaux Pluviales sur le territoire concerné par le zonage ?	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> non

Si vous disposez de la compétence relative à la planification et/ou gestion de l'assainissement collectif et non collectif, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones d'assainissement collectif/non collectif des eaux usées

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Y a-t-il des adaptations de grands secteurs (ouverture à l'urbanisation, passage de l'ANC à l'AC ou inversement pour diverses raisons possibles), qui sont à l'origine de la volonté de révision du zonage d'assainissement ?	Oui - non
2. Conformément à l'article L2224-8 du CGCT, avez-vous établi votre schéma descriptif d'assainissement collectif des eaux usées ⁵ ?	Oui - non
3. Les contrôles des assainissements non collectifs ont-ils été réalisés	Oui - non
• Sont-ils en cours et dans quels délais seront-ils réalisés ?	Oui - non
• Les non-conformités ont-elles été levées ?	Oui - non
• Sont-elles en cours d'être levées ?	Oui - non
1. Au sein de votre PLU, imposez-vous, dans le règlement un minimum de surface parcellaire sur les zones d'assainissement non collectif ?	Oui - non - sans objet Combien :
2. La collectivité compétente (ou les collectivités adhérentes) dispose-t-elle de déclarations de prélèvement (puits ou forage privés) selon l'article L2224-9 du CGCT ?	Oui - non
Si oui, sont-ils sur (à proximité d') une zone pressentie comme devant accueillir un zonage ANC ?	Oui - non
3. Est-il prévu d'autres modes de gestion des eaux usées traitées en Assainissement Non Collectif (ANC) que l'infiltration (rejet en milieu hydraulique superficiel ...) ?	Oui - non
Si oui, lesquels :	
4. La station de traitement des eaux usées (STEU) actuelle est-elle en surcharge ⁶ ?	Oui - non
• Par temps sec ?	Oui - non
• Par temps de pluie ?	Oui - non
• De façon saisonnière ?	Oui - non
1. Avez-vous des procédures d'urgence en cas de rupture accidentelle d'un des éléments	Oui - non

⁴ Séparatif : un réseau d'eaux usées strictes, voire parfois complété d'un réseau d'eaux pluviales strictes

⁵ Selon le décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable

⁶ référence réglementaire pour estimer la surcharge : les valeurs limites de l'arrêté du 22 juin 2007, et (parce qu'il peut être plus restrictif) les valeurs limites définies dans l'arrêté préfectoral propre à la station d'épuration (ou au système d'assainissement)

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
de votre système d'assainissement (coupure électrique, pompe, STEU)? Lesquelles :	
2. Avez-vous l'intention de rechercher une réduction de vos futures consommations énergétiques sur les équipements de votre système d'assainissement (postes,...) ? • Par une cohérence topographique entre les zones collectées ? • Autres :	Oui – non Oui - non

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Existe-t-il des risques ou enjeux liés à : • des problèmes d'écoulement des eaux pluviales ? • de ruissellement ? • de maîtrise de débit ? • d'imperméabilisation des sols ?	<input checked="" type="radio"/> Oui - non <input checked="" type="radio"/> Oui - non <input checked="" type="radio"/> Oui - non <input checked="" type="radio"/> Oui - non
Lesquels : voir synthèse non technique relative au schéma directeur et au zonage d'assainissement pluvial jointe à la présente fiche.	
1. Des mesures de gestion des eaux pluviales existent-elles déjà sur le territoire du zonage prévu ?	<input checked="" type="radio"/> Oui - non
Lesquelles : Redimensionnement d'ouvrages et création (bassin de stockage...) et réglementation imposée dans le PLU - Article 4 du règlement - (annexe 9) et Quelles ont été les raisons de leur mise en place ? Les aménagements ont été préconisés à la suite dossier loi sur l'eau + étude Schéma assainissement (2012-2015)	
2. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire et des territoires limitrophes concernés par des risques liés aux eaux pluviales ? PPRI Saint-Léonard (voir annexe n° 4)	<input checked="" type="radio"/> Oui - non Si oui, fournir si possible une carte.
3. Avez-vous identifié des secteurs de votre territoire où sont présents des enjeux de gestion pour les eaux pluviales (maîtrise de l'imperméabilisation, topographie, capacité des réseaux existants, limitation du ruissellement,...)? voir plan de zonage assainissement joint	<input checked="" type="radio"/> Oui - non Si oui, fournir si possible une carte.
4. Des mesures permettant de gérer ces risques existent-elles ?	Oui - non
Si oui, lesquelles ?	
5. Disposez-vous d'un système de gestion des eaux pluviales (bassin, surverse, télégestion)?	<input checked="" type="radio"/> Oui - non
6. Votre système d'assainissement eaux pluviales est-il déclaré ou autorisé conformément à la rubrique 2.1.5.0. de la nomenclature loi sur l'eau?	<input checked="" type="radio"/> Oui - non
1. Avez-vous rencontré des problématiques de capacité de votre réseau d'eaux pluviales	<input checked="" type="radio"/> Oui - non

7 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
par temps de pluie ? • Selon quelle fréquence ? • Dues à une mise en charge par un cours d'eau ? (<i>ruissiau de Broual</i>)	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> non
1. Votre commune a-t-elle fait l'objet d'une décision de catastrophe naturelle liée aux inondations ?	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> non
2. Avez-vous subi des • coulées de boues ? • glissements de terrain dus à un phénomène pluvieux ? • Autres :	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> non <input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> non
1. Votre territoire fait-il parti : • d'un SAGE en déficit eau ? • d'une Zone de Répartition des Eaux ?	<input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> non <input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> non

Si vous disposez de la compétence relative la planification et/ou gestion des eaux pluviales, remplissez le tableau suivant.

Questions relatives aux zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Contexte, caractéristiques du zonage et possibilité d'incidences sur l'environnement et la santé humaine	
1. Votre commune dispose-t-elle de réseaux de collecte des eaux pluviales ?	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> non
2. L'éventuel Schéma Directeur d'Assainissement (ou une démarche autre) aborde-t-il les questions de pollution des eaux pluviale(s) ? Des prescriptions ont-elles été proposées ? Si oui, lesquelles ?	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> non <input type="radio"/> Oui <input checked="" type="radio"/> non
3. La réalisation d'ouvrages est-elle prévue ? Si oui lesquels et pour quel objectif ?	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> non
4. Les équipements prévus consommeront-ils une surface naturelle propre ? Sont-ils intégrés sous voirie, parking, bâti ?	<input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> non <input checked="" type="radio"/> Oui <input type="radio"/> non

Autoévaluation (facultatif)

Au regard du questionnaire, estimez-vous qu'il est nécessaire que vos zonages définis au L2224-10 CGCT fassent l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'ils devront en être dispensés ?

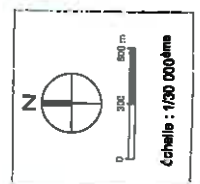
Expliquez pourquoi : *Le zonage présente n'a pas d'impact sur la qualité de l'eau. Par ailleurs, le dossier transmis au titre de la procédure "au cas par cas" présente un zonage qui assure la pérennité des milieux aquatiques et des zones humides, qui conforte la maîtrise d'imperméabilisation des zones déjà urbanisées et à urbaniser dans le document d'urbanisme et qui intègre le PPRi (risque aléa faible). Pour toutes ces raisons, le zonage présente ne semble pas nécessiter d'évaluation environnementale.*

A. Thérèse Le... 30.06.15 Le Paire

Yves QUESTEL



Notes, References:
Index



2-Articulation entre le PLU et le zonage des eaux pluviales :

Le conseil municipal a approuvé le plan local d'urbanisme le 27 septembre 2010.

Les différents organismes en charge de la politique de l'eau prévoient certaines obligations ou préconisations dans le domaine des eaux pluviales.

Dans le Morbihan, la mission inter services de l'eau (M.I.S.E.) incite fortement à la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement pluvial en complément du schéma directeur des eaux usées.

Le SDAGE indique que les collectivités établissent le programme d'assainissement pluvial (schéma directeur d'assainissement pluvial) et les modalités de surveillance. Elles doivent contrôler l'imperméabilisation des sols et limiter les débits ruisselés, notamment par des dispositions à prévoir dans les documents d'urbanisme.

De plus, le SCOT comprend également des prescriptions pour assurer la gestion des eaux pluviales, prévenir et lutter contre les inondations (veiller à intégrer en amont la réflexion sur la collecte et le traitement des eaux pluviales).

Le schéma de mise en valeur de la mer (SMVM) du golfe du Morbihan, adopté en 2006 cite notamment les prescriptions suivantes : "Les eaux pluviales sont impérativement prises en compte et leur gestion par temps de pluie assurée : les communes ou leurs groupements doivent élaborer un schéma de gestion des eaux pluviales et contrôler les branchements particuliers".

Le Parc naturel régional (PNR) du golfe du Morbihan prévoit l'identification des zones de débordement potentiel, les zones à risques liées à l'urbanisation actuelle et future, les zones d'aggravation du risque de ruissellement et de pollution.

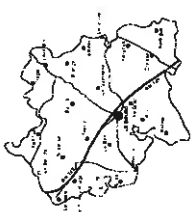
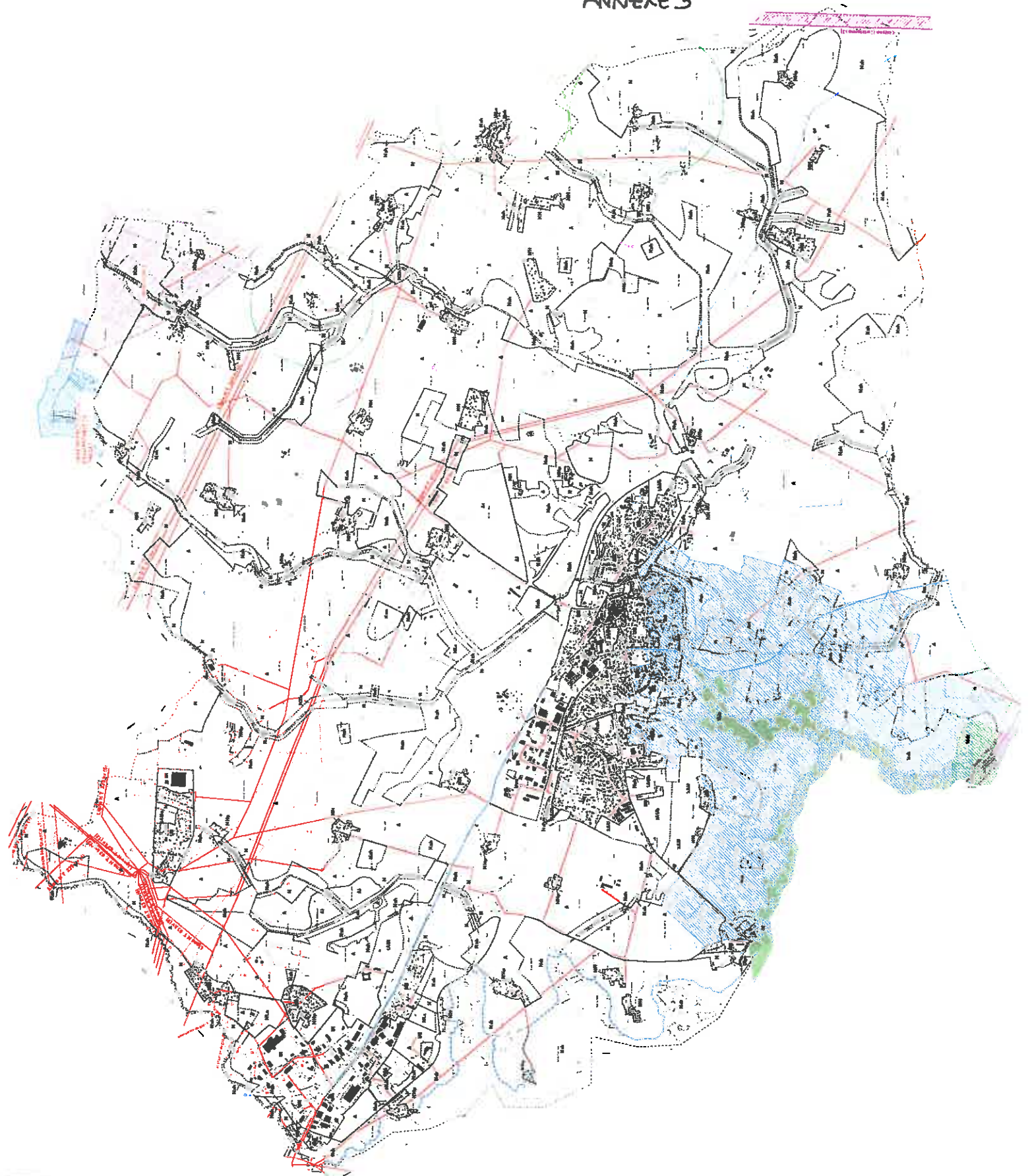
Le conseil municipal a décidé, par délibération du 30 mars 2010, la réalisation d'un schéma d'assainissement des eaux pluviales. Le bureau d'étude SCE a finalisé en 2012 sur le territoire de la commune de THEIX, le schéma d'assainissement des eaux pluviales et le zonage d'assainissement pluvial, non annexé à ce jour au PLU.

Conformément à l'article L.2224-10 du général des collectivités territoriales, il convient de soumettre à enquête publique, les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement. Le zonage d'assainissement pluvial fait l'objet au préalable d'une étude au cas par cas de l'autorité environnementale, avant enquête publique.

Parallèlement, une procédure de modification du PLU est engagée permettant de mettre à jour le règlement du PLU dans son l'article U13- Réalisation d'espaces libres et plantations pour la partie concernant le pourcentage d'imperméabilisation de certains zonages. Il sera précisé pour chaque zonage que le seuil d'imperméabilisation maximal des parcelles privatives ne pourra dépasser le seuil fixé par le schéma directeur d'assainissement pluvial décrit dans la synthèse jointe au présent dossier.

A l'issue de l'enquête, la commune délimitera les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement par une mise à jour du PLU.

L'annexe sanitaire du PLU relative à la gestion des eaux pluviales sera complétée par le document de synthèse relative au schéma d'assainissement des eaux pluviales et le zonage d'assainissement pluvial de la commune de Theix.



PLAN DES SERVITUDES
D'UTILITE PUBLIQUE

22 74
 22 80 1-79, 80
 22 85 1-79
 22 90 1-79
 22 95 1-79
 22 00 1-79
 22 05 1-79
 22 10 1-79
 22 15 1-79
 22 20 1-79
 22 25 1-79
 22 30 1-79
 22 35 1-79
 22 40 1-79
 22 45 1-79
 22 50 1-79
 22 55 1-79
 23 00 1-79
 23 05 1-79
 23 10 1-79
 23 15 1-79
 23 20 1-79
 23 25 1-79
 23 30 1-79
 23 35 1-79
 23 40 1-79
 23 45 1-79
 23 50 1-79
 23 55 1-79
 24 00 1-79
 24 05 1-79
 24 10 1-79
 24 15 1-79
 24 20 1-79
 24 25 1-79
 24 30 1-79
 24 35 1-79
 24 40 1-79
 24 45 1-79
 24 50 1-79
 24 55 1-79
 25 00 1-79
 25 05 1-79
 25 10 1-79
 25 15 1-79
 25 20 1-79
 25 25 1-79
 25 30 1-79
 25 35 1-79
 25 40 1-79
 25 45 1-79
 25 50 1-79
 25 55 1-79
 26 00 1-79
 26 05 1-79
 26 10 1-79
 26 15 1-79
 26 20 1-79
 26 25 1-79
 26 30 1-79
 26 35 1-79
 26 40 1-79
 26 45 1-79
 26 50 1-79
 26 55 1-79
 27 00 1-79
 27 05 1-79
 27 10 1-79
 27 15 1-79
 27 20 1-79
 27 25 1-79
 27 30 1-79
 27 35 1-79
 27 40 1-79
 27 45 1-79
 27 50 1-79
 27 55 1-79
 28 00 1-79
 28 05 1-79
 28 10 1-79
 28 15 1-79
 28 20 1-79
 28 25 1-79
 28 30 1-79
 28 35 1-79
 28 40 1-79
 28 45 1-79
 28 50 1-79
 28 55 1-79
 29 00 1-79
 29 05 1-79
 29 10 1-79
 29 15 1-79
 29 20 1-79
 29 25 1-79
 29 30 1-79
 29 35 1-79
 29 40 1-79
 29 45 1-79
 29 50 1-79
 29 55 1-79
 30 00 1-79
 30 05 1-79
 30 10 1-79
 30 15 1-79
 30 20 1-79
 30 25 1-79
 30 30 1-79
 30 35 1-79
 30 40 1-79
 30 45 1-79
 30 50 1-79
 30 55 1-79
 31 00 1-79
 31 05 1-79
 31 10 1-79
 31 15 1-79
 31 20 1-79
 31 25 1-79
 31 30 1-79
 31 35 1-79
 31 40 1-79
 31 45 1-79
 31 50 1-79
 31 55 1-79
 32 00 1-79
 32 05 1-79
 32 10 1-79
 32 15 1-79
 32 20 1-79
 32 25 1-79
 32 30 1-79
 32 35 1-79
 32 40 1-79
 32 45 1-79
 32 50 1-79
 32 55 1-79
 33 00 1-79
 33 05 1-79
 33 10 1-79
 33 15 1-79
 33 20 1-79
 33 25 1-79
 33 30 1-79
 33 35 1-79
 33 40 1-79
 33 45 1-79
 33 50 1-79
 33 55 1-79
 34 00 1-79
 34 05 1-79
 34 10 1-79
 34 15 1-79
 34 20 1-79
 34 25 1-79
 34 30 1-79
 34 35 1-79
 34 40 1-79
 34 45 1-79
 34 50 1-79
 34 55 1-79
 35 00 1-79
 35 05 1-79
 35 10 1-79
 35 15 1-79
 35 20 1-79
 35 25 1-79
 35 30 1-79
 35 35 1-79
 35 40 1-79
 35 45 1-79
 35 50 1-79
 35 55 1-79
 36 00 1-79
 36 05 1-79
 36 10 1-79
 36 15 1-79
 36 20 1-79
 36 25 1-79
 36 30 1-79
 36 35 1-79
 36 40 1-79
 36 45 1-79
 36 50 1-79
 36 55 1-79
 37 00 1-79
 37 05 1-79
 37 10 1-79
 37 15 1-79
 37 20 1-79
 37 25 1-79
 37 30 1-79
 37 35 1-79
 37 40 1-79
 37 45 1-79
 37 50 1-79
 37 55 1-79
 38 00 1-79
 38 05 1-79
 38 10 1-79
 38 15 1-79
 38 20 1-79
 38 25 1-79
 38 30 1-79
 38 35 1-79
 38 40 1-79
 38 45 1-79
 38 50 1-79
 38 55 1-79
 39 00 1-79
 39 05 1-79
 39 10 1-79
 39 15 1-79
 39 20 1-79
 39 25 1-79
 39 30 1-79
 39 35 1-79
 39 40 1-79
 39 45 1-79
 39 50 1-79
 39 55 1-79
 40 00 1-79
 40 05 1-79
 40 10 1-79
 40 15 1-79
 40 20 1-79
 40 25 1-79
 40 30 1-79
 40 35 1-79
 40 40 1-79
 40 45 1-79
 40 50 1-79
 40 55 1-79
 41 00 1-79
 41 05 1-79
 41 10 1-79
 41 15 1-79
 41 20 1-79
 41 25 1-79
 41 30 1-79
 41 35 1-79
 41 40 1-79
 41 45 1-79
 41 50 1-79
 41 55 1-79
 42 00 1-79
 42 05 1-79
 42 10 1-79
 42 15 1-79
 42 20 1-79
 42 25 1-79
 42 30 1-79
 42 35 1-79
 42 40 1-79
 42 45 1-79
 42 50 1-79
 42 55 1-79
 43 00 1-79
 43 05 1-79
 43 10 1-79
 43 15 1-79
 43 20 1-79
 43 25 1-79
 43 30 1-79
 43 35 1-79
 43 40 1-79
 43 45 1-79
 43 50 1-79
 43 55 1-79
 44 00 1-79
 44 05 1-79
 44 10 1-79
 44 15 1-79

LEGEND

- [illegible]

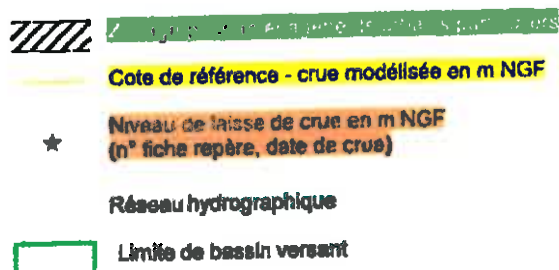


Préfecture du Morbihan

Plan de prévention des risques inondation (PPRI) des bassins versants vannetais

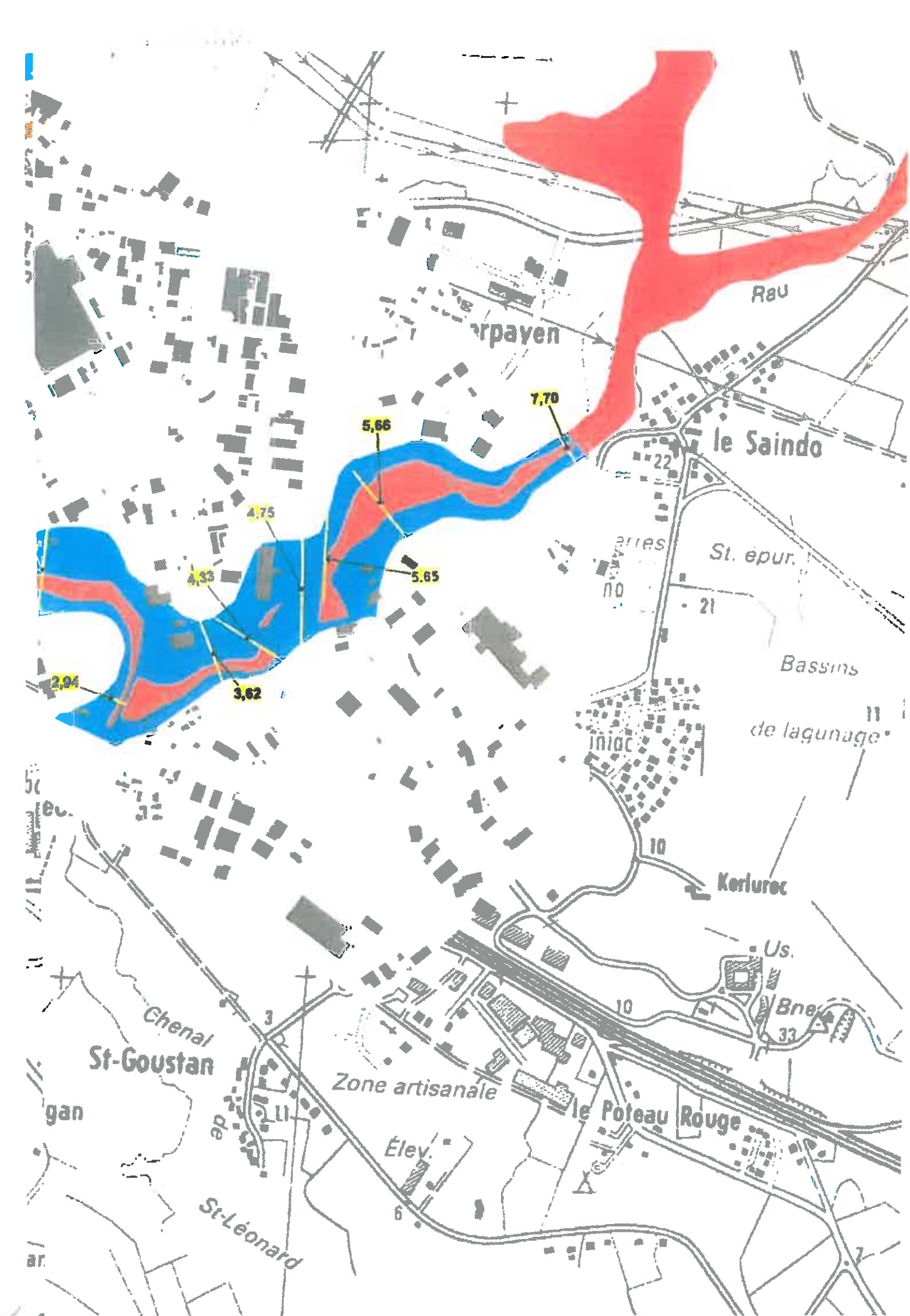
Zonage réglementaire

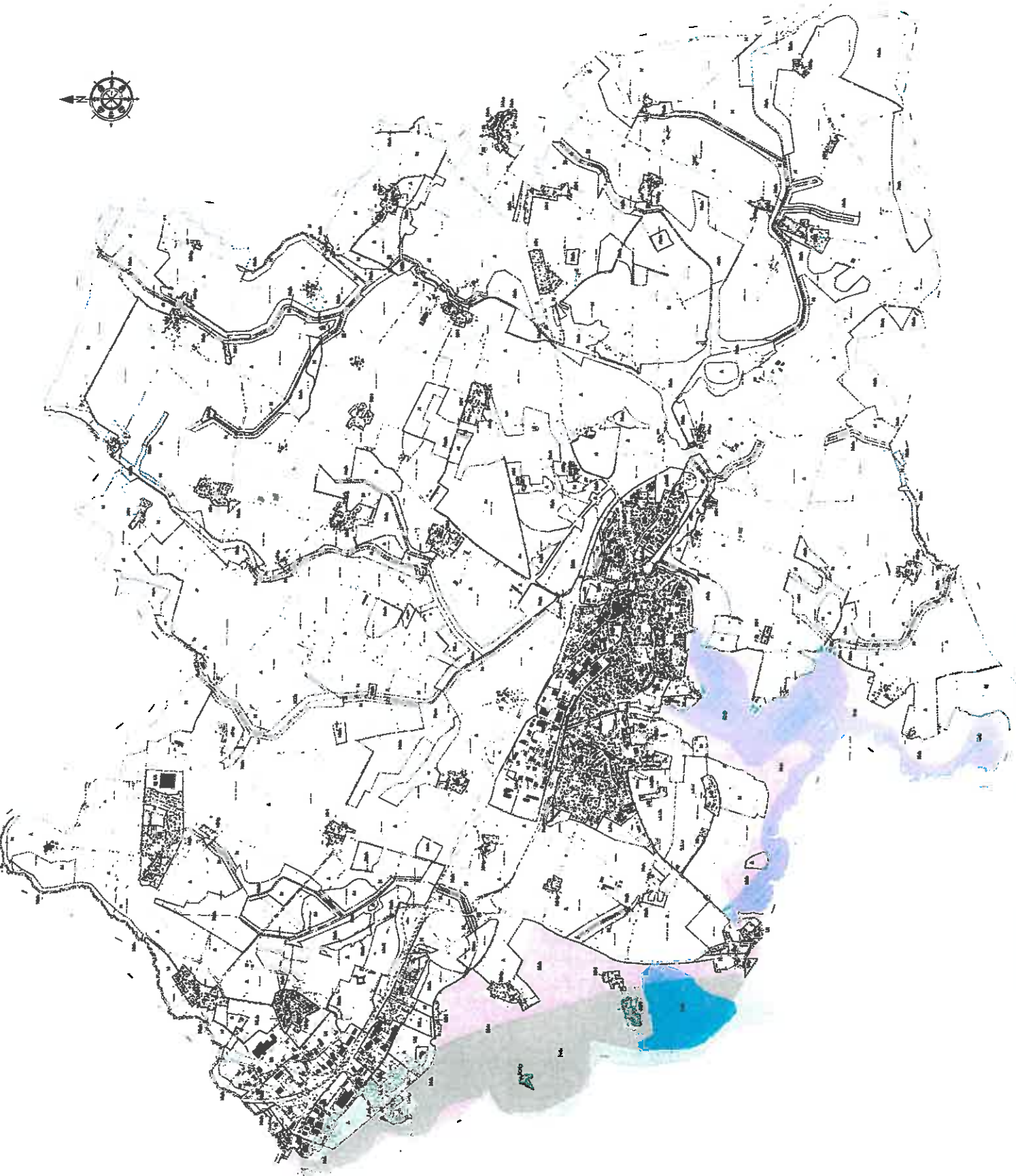
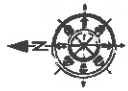
Planche n° 4/7




Approbation : 31 MAI 2012

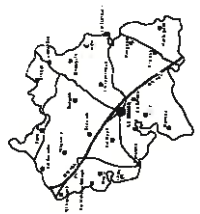
Signature : Jean-François SAVY







ANNEXE AU
PLAN LOCAL D'URBANISME



P.L.U.

NATURA 2000
ZNIEFF

5.9

1000 m

500 m

250 m

125 m

62 m

31 m

15 m

7 m

3 m

1 m

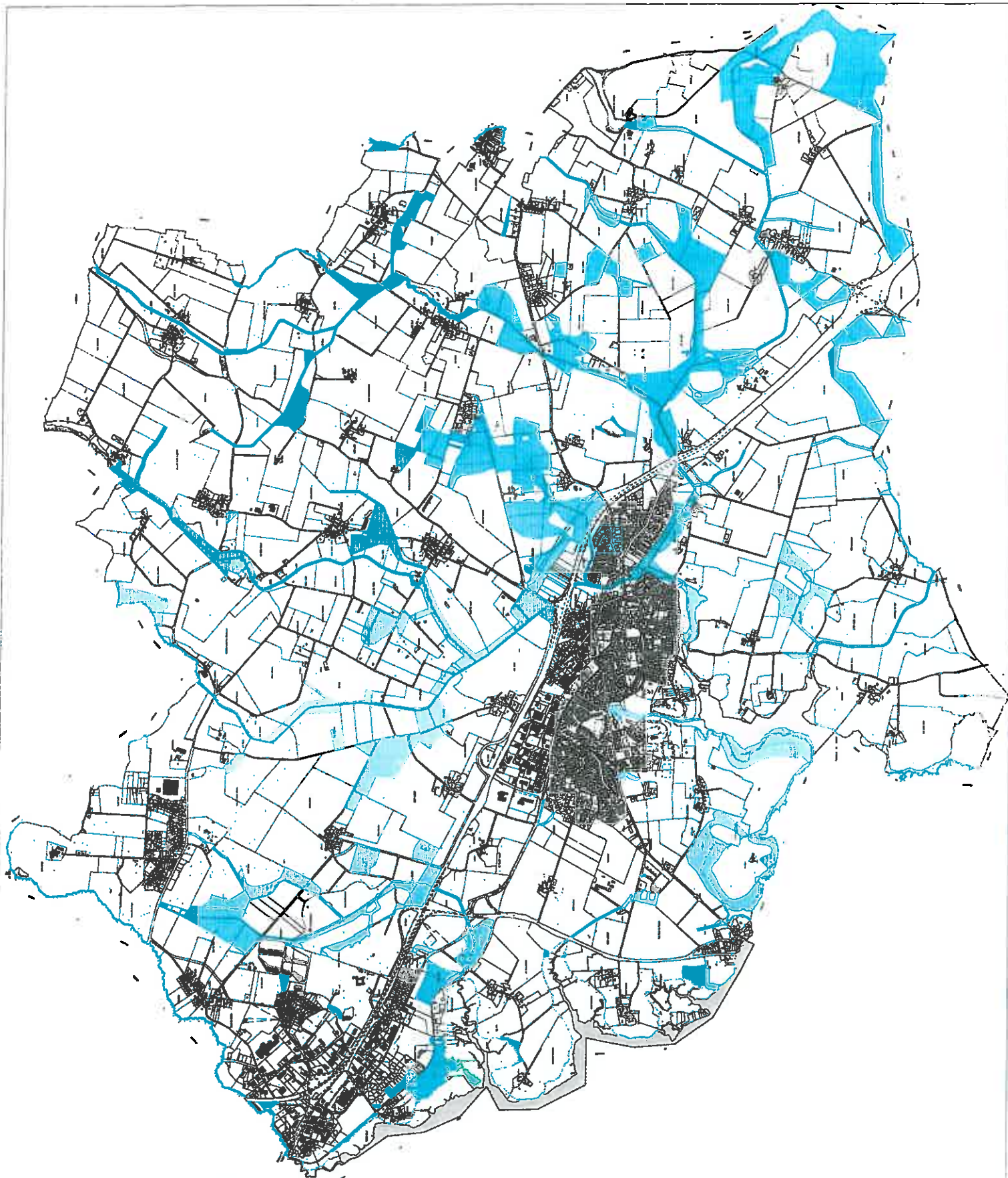
0 m

LEGENDRE DU ZONAGE

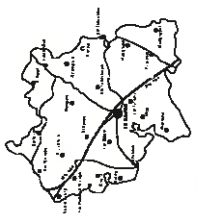
ZONE EN NATURA 2000

ZNIEFF 1

ZNIEFF 2



Zones humides
Limites du DPM



RECENSEMENT
DES ZONES HUMIDES

[illegible]

ANNEXE AU
PLAN LOCAL D'URBANISME

4.3.2. Les espaces naturels inventoriés et protégés

Site RAMSAR

Le golfe du Morbihan et l'étang de Kernicole sont inscrits dans la Convention européenne de Ramsar du 2 février 1971 pour la protection des zones humides d'importance internationale. Son objectif est de protéger les zones humides d'importance internationale, particulièrement pour l'habitat des oiseaux d'eau.

Le réseau Natura 2000

L'Union européenne a choisi de mettre en place un réseau d'espaces naturels dont la richesse biologique doit contribuer à préserver la biodiversité sur l'ensemble du territoire communautaire.

Le réseau de sites Natura 2000 a pour objectif de stopper la perte de biodiversité d'ici 2010. Il regroupe les sites naturels désignés par deux directives européennes :

- 1 - la directive « Oiseaux » en 1979 qui concerne uniquement les oiseaux et leur habitat. Elle prévoit la protection des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'une liste d'espèces d'oiseaux rares ou menacées ;
- 2 - la directive « Habitat » en 1992, qui s'intéresse à la flore et aux espèces animales (autres que les oiseaux), ainsi qu'à leur habitat. La liste des habitats et des espèces concernés a été traduite en droit français en 2001. Certains habitats et espèces particulièrement menacés ou remarquables ont un statut prioritaire, tels que le chardon vivipare, certaines landes, les dunes grises, etc.

Le réseau Natura 2000 est constitué de deux types de sites :

- l'arrêté du 31 octobre 2008 portant sur les ZPS (abroge l'arrêté du 30 juillet 2004) liste des espèces d'oiseaux justifiant la désignation du site Natura 2000 sur le golfe du Morbihan (Theix)

Les zones de protection spéciale du réseau Natura 2000 s'appuie principalement sur les ZICO.

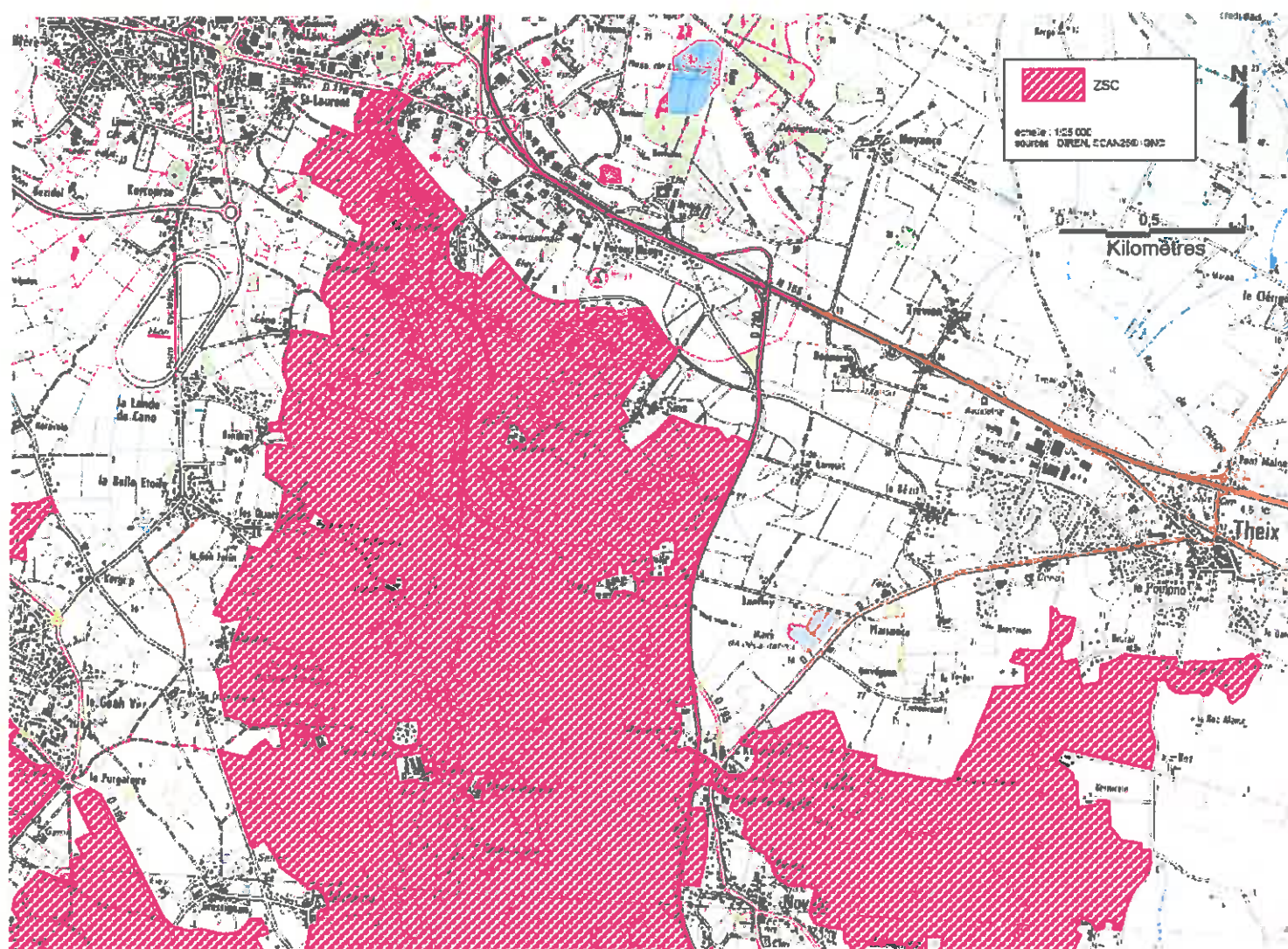
Les inventaires ZICO : il s'agit d'inventorier les zones importantes pour la conservation des oiseaux et d'y assurer la surveillance et le suivi des espèces. La directive 79/409/CEE du 2 avril 1979, dite directive « oiseaux » vise à assurer une protection de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen. En France l'inventaire a été conduit en 1990/1991.

L'annexe I de la directive « Oiseaux » énumère les espèces les plus menacées de la Communauté ; elles doivent donc faire l'objet de mesures de conservation spéciales concernant leur habitat afin d'assurer leur survie et leur reproduction. A cet effet chaque Etat classe les ZICO les plus appropriées en nombre et en superficie à la conservation de ces espèces en ZPS afin que puissent y être mises en œuvre des mesures de protection et ou de restauration.

- l'arrêté du 4 mai 2007 portant sur les zones spéciales de conservation

Liste des types d'habitat naturel et des espèces de faunes et de flores sauvages justifiant la désignation du site Natura 2000 sur le golfe du Morbihan (Theix)

Pour tout site Natura 2000 : ZSC ou ZPS un « document d'objectifs » (DOCOB) est élaboré :

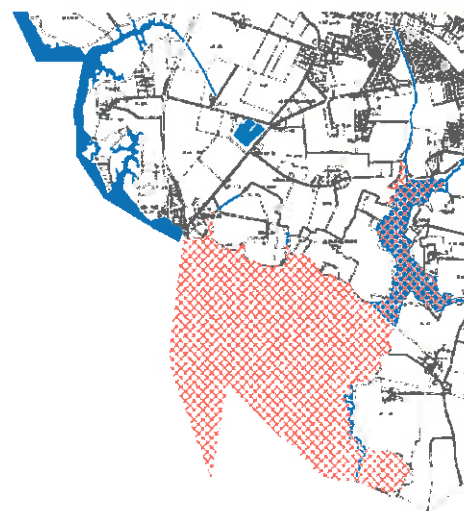


Le site inscrit du golfe du Morbihan

La loi du 2 mai 1930 s'attache à protéger les sites naturels mais également les sites urbains (article L. 630-1 code du patrimoine et article L. 341-1 et suivant du code de l'environnement)

Cette législation s'intéresse aux monuments naturels et aux sites « dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général ». L'objectif est de conserver les caractéristiques du site, l'esprit des lieux, et de les préserver de toutes atteintes graves.

L'ensemble du golfe du Morbihan est **site inscrit**, au titre de site pittoresque.



Les arrêtés de protection de biotopes :

Les arrêtés de biotope permettent de sauvegarder les biotopes nécessaires à l'alimentation, la reproduction, le repos, la survie d'une espèce végétale ou animale protégée (article R. 211-12 code de l'environnement).

Les inventaires ZNIEFF : zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique

Cet inventaire a pour objectif de réaliser une couverture des zones les plus intéressantes au plan écologique, essentiellement dans la perspective d'améliorer la connaissance du patrimoine naturel national et de fournir un outil d'aide à la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement du territoire.

Une ZNIEFF ne constitue pas une protection réglementaire, mais l'existence d'une ZNIEFF signifie qu'il y a un enjeu important pour la protection de la nature.

La valeur des ZNIEFF a cependant été prise en compte par la jurisprudence.

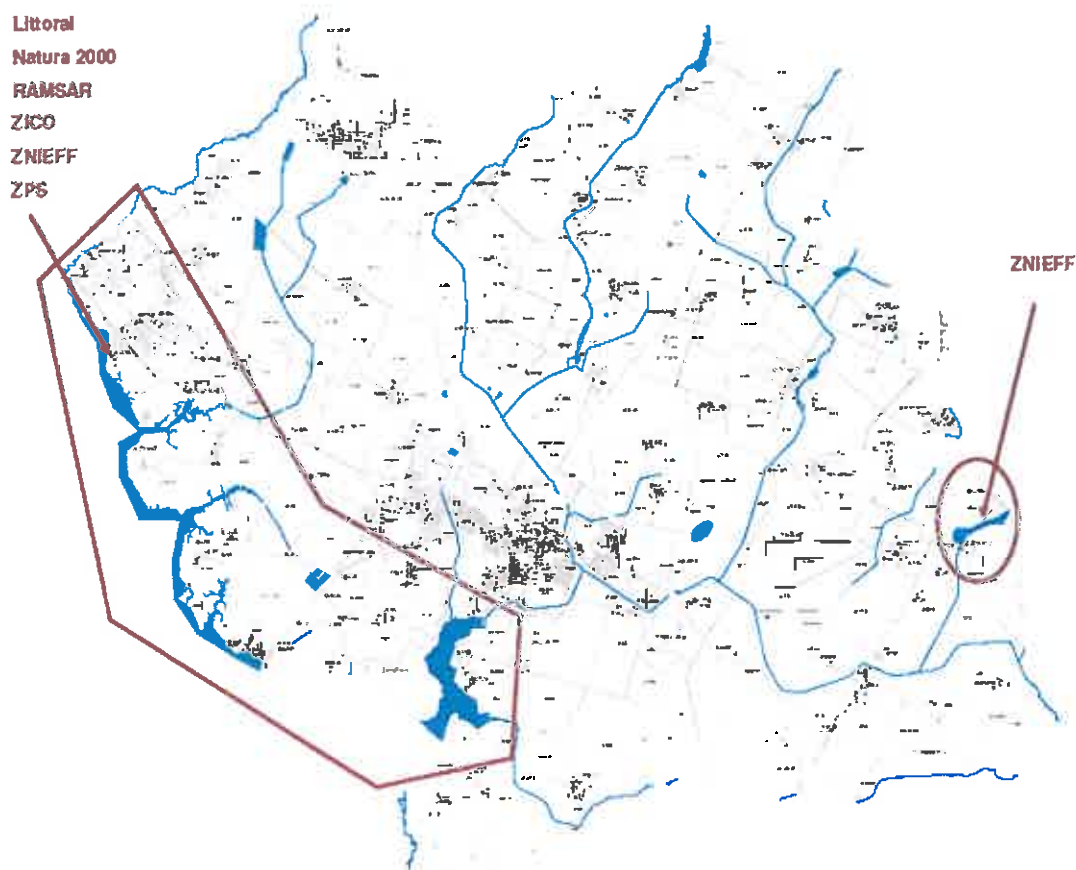
Les ZNIEFF de type I concernent des espaces relativement réduits correspondant à des unités écologiques homogènes dans lesquelles un inventaire exhaustif des espèces et des habitats est réalisé. Ce sont des zones d'intérêt remarquable notamment en raison de la présence d'espèces rares ou menacées, caractéristiques ou indicatrices qui nécessitent des mesures de protection renforcées.

Les ZNIEFF de type II s'attachent à des ensembles naturels plus étendus dans lesquels les inventaires sont moins exhaustifs : toute modification des conditions écologiques doit être évitée et leur exploitation éventuelle doit être limitée

ZNIEFF de type I :
Marais de Séné
Anse du Plessis
Etang de Kernicole (autrement appelé étang de Noyalo ou du Granil)
Etang du Plessis

ZNIEFF de type II : golfe du Morbihan

Inventaire à l'échelle nationale, les ZNIEFF de type I doivent faire l'objet d'une attention particulière lors de tout projet d'aménagement ou de gestion. Dans le cadre de l'élaboration de documents d'urbanisme, l'inventaire fournit une base essentielle pour localiser les espaces naturels. L'inventaire ZNIEFF ne confère aucune protection réglementaire.



4.3.3. Les protections de l'espace maritime

La loi littoral

Les dispositions de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 dite « loi littoral », relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, doivent être prises en compte dans le plan local d'urbanisme.

L'application de la loi littoral concerne l'ensemble du territoire communal.

Les principales dispositions de la loi, reprises par le code de l'urbanisme dans ses articles L. 146-1 et suivants, ont pour objet de déterminer les conditions d'utilisation des espaces terrestres et maritimes, de renforcer la protection des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques et écologiques, de préserver les sites et les paysages, d'assurer le maintien et le développement des activités économiques liées à la proximité de l'eau.

En matière de protection de l'espace maritime, entre autre, les éléments suivants doivent figurer au PLU :

- les espaces proches du rivage
- la bande d'inconstructibilité des 100 mètres
- les coupures à l'urbanisation

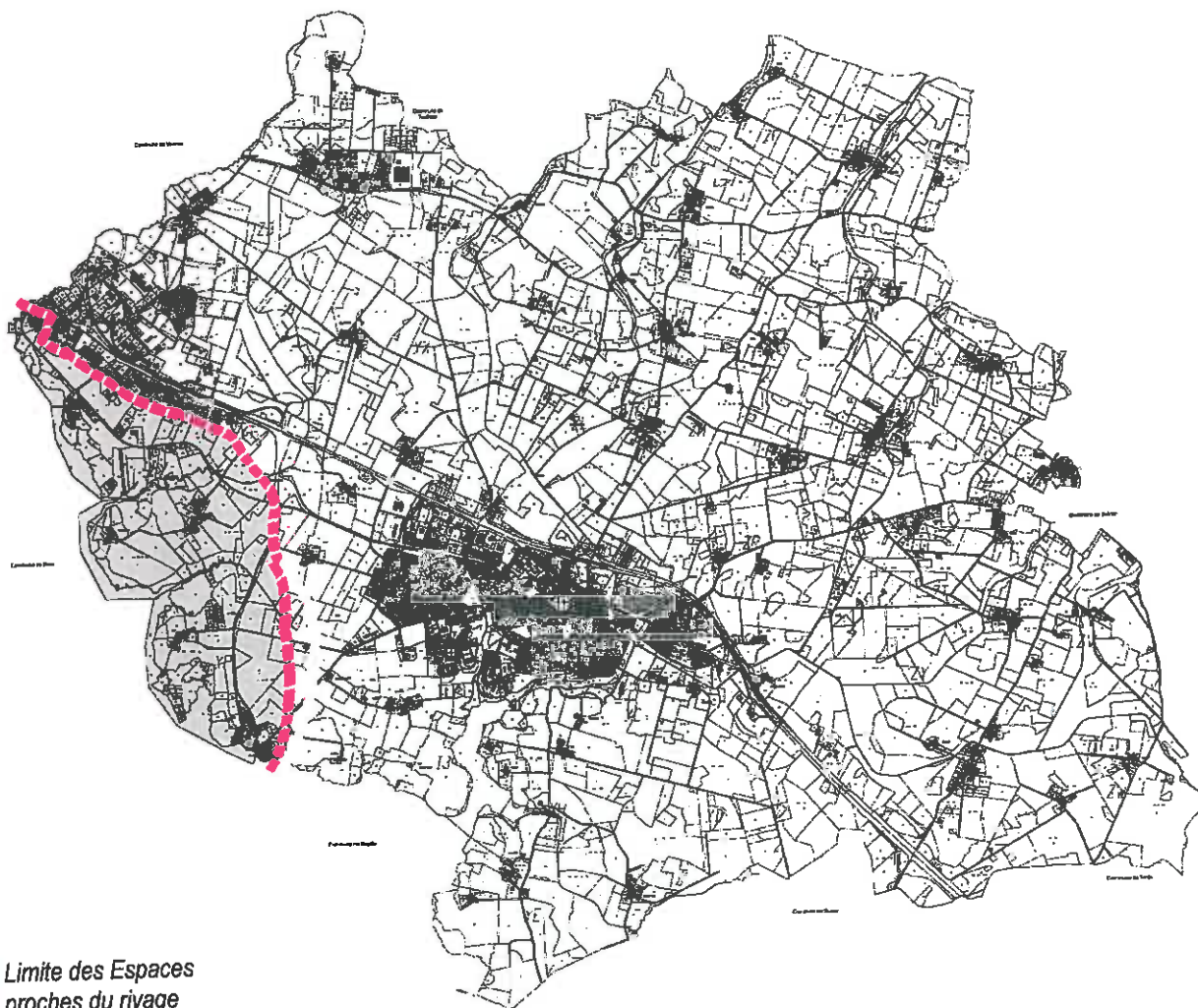
Les espaces proches du rivage (article L 146-4-II du code de l'urbanisme)

Etant par leur nature même des espaces attractifs, les espaces proches du rivage supportent une grande partie de la pression foncière qui s'exerce sur les communes littorales. La maîtrise de l'évolution de l'urbanisation sur ces espaces conditionne l'équilibre entre le développement et la protection de l'environnement recherchés, ainsi que le maintien de l'attractivité du territoire, de la diversité et de la mixité des usages. En application de l'article L.146-4 du code de l'urbanisme, des extensions de l'urbanisation dans les espaces proches du rivage peuvent toutefois être autorisées sous réserve de démontrer leur caractère limité.

La notion d'espace proche du rivage a évolué avec la jurisprudence administrative. Le juge administratif prend en considération différents critères pour la définition des espaces proches du rivage et notamment:

- la distance séparant le terrain du rivage de la mer,
- les conséquences à tirer de l'existence ou de l'absence d'une co-visibilité entre le terrain et la mer,
- les caractéristiques de l'espace séparant ces derniers,
- l'existence de coupures physiques.

Il appartient à la commune de Theix, dans le cadre du PLU de déterminer la délimitation des espaces proches du rivage (Partie IV § 4.5).



Limite des Espaces
proches du rivage

La bande inconstructible des 100 mètres (article L 146-4-III du code de l'urbanisme)

En dehors des espaces urbanisés, sont interdites les constructions ou installations dans la bande des 100 mètres à compter de la limite haute du rivage, sauf pour les constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

Cette interdiction ne permet pas l'extension des bâtiments isolés dans la bande des 100 mètres.

Le PLU devra tenir compte de cette interdiction.

Les coupures à l'urbanisation (article L 146-2 du code de l'urbanisme)

Le plan local d'urbanisme, doit prévoir des espaces naturels présentant le caractère de coupure d'urbanisation. Ces coupures peuvent être d'ampleurs différentes et ont pour objectifs d'empêcher l'urbanisation continue le long du littoral.

Elles assurent également la préservation des espaces naturels importants exploitables par l'agriculture et en matière d'environnement, elles maintiennent des corridors écologiques favorisant les liaisons indispensables pour la biodiversité entre les espaces terrestres et marins.

Une extension très limitée des constructions existantes peut se concevoir dans ces coupures dès lors que des nécessités techniques liées notamment à la pérennité de l'agriculture se font jour, sous réserve cependant de ne pas porter atteinte aux intérêts paysagers et écologiques de la zone.

Le développement limité du bourg vers l'ouest et la mise en œuvre d'un traitement paysager renforce cette limite. De même l'extension limitée de la zone de Saint-Léonard s'appuie sur la trame boisée qui constitue avec le vallon, une limite claire définissant la coupure d'urbanisation. De la même manière, la commune a pris en considération la coupure verte située à l'Est de la commune par un zonage A et N. Ces coupures d'urbanisation apparaissent également par une représentation graphique dans le projet d'aménagement et de développement durable.

Identification des corridors écologiques

Le SCOT et le SMVM précisent que le PLU doit identifier et préserver les corridors écologiques.

Sur la commune de Theix, une coupure d'urbanisation entre l'agglomération et l'espace urbain de Saint-Léonard /Atlantheix /le poteau rouge, doit être préservée sous forme d'un **corridor vert**.

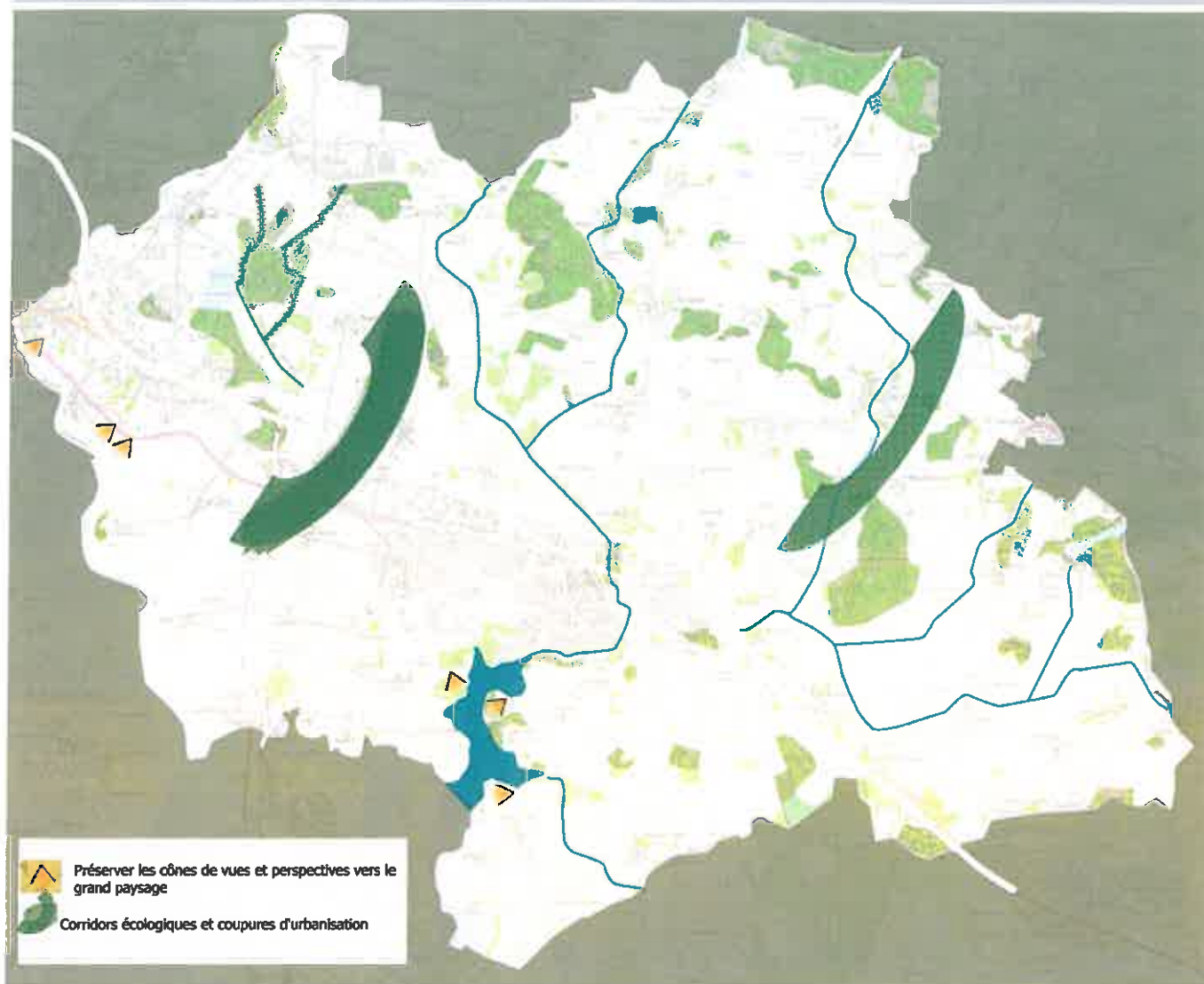
Le PLU préservera ce corridor écologique.

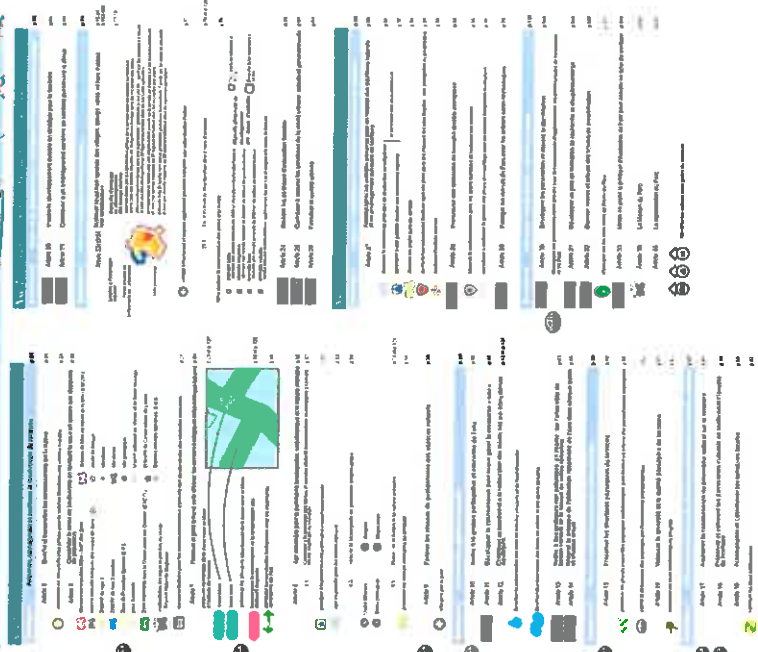
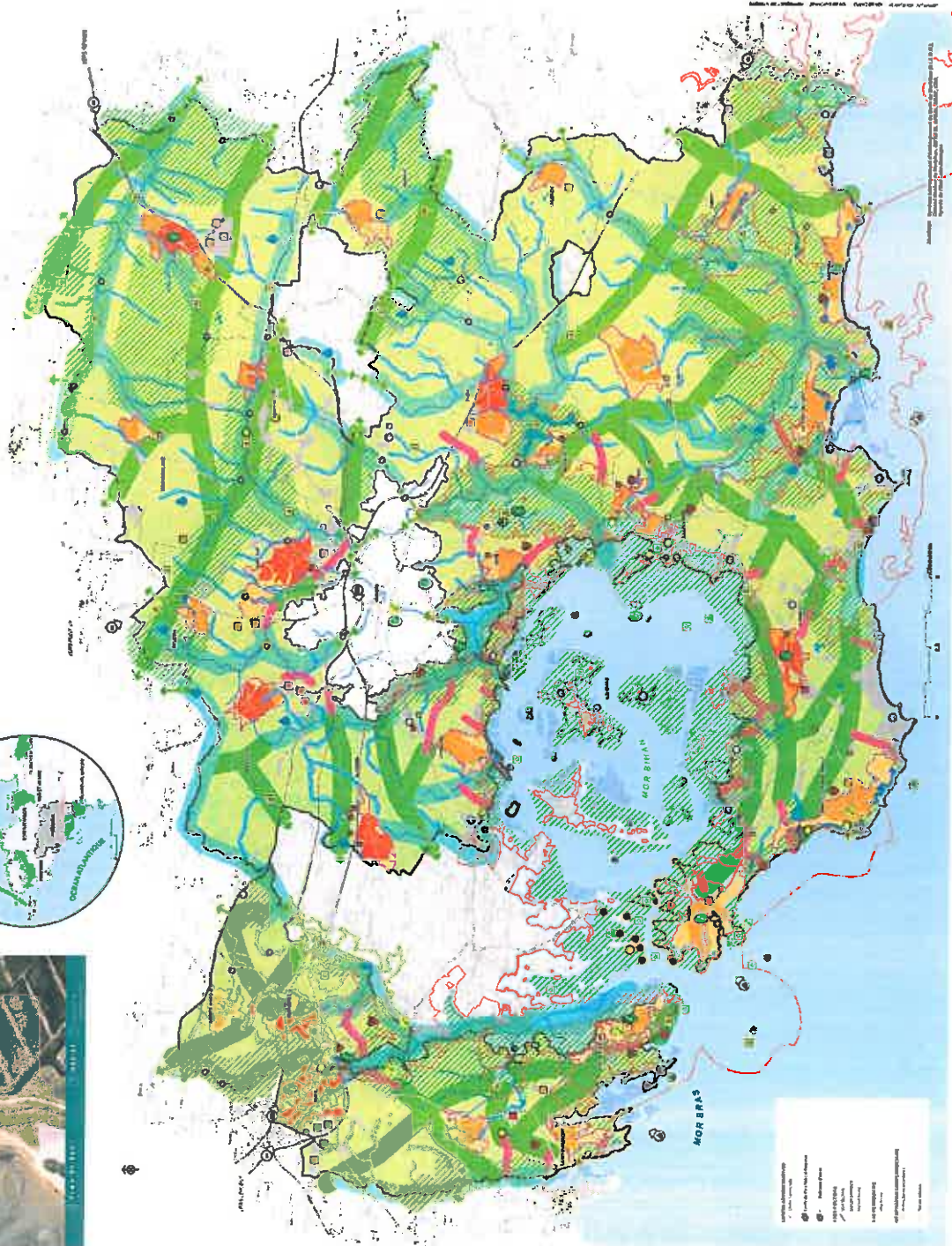
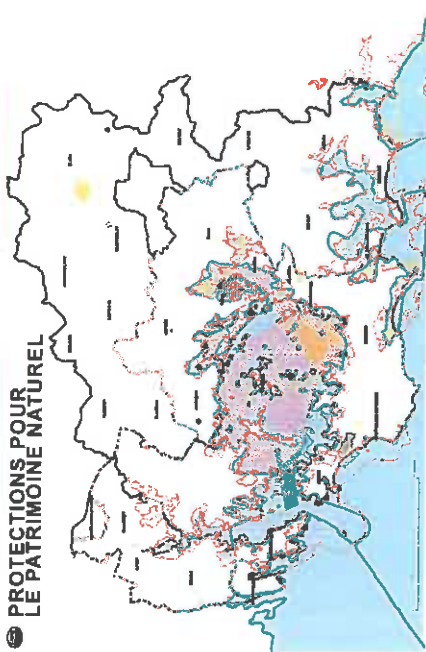
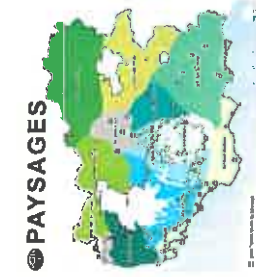
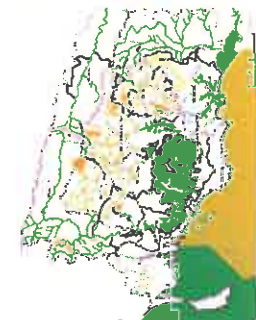
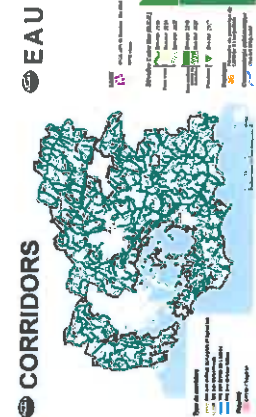
La préservation des vues, prescription du SMVM

Le SMVM impose de préserver et de conserver les ouvertures visuelles sur le golfe, ou depuis le golfe, en identifiant les cônes de vue et en les inscrivant dans les PLU afin d'y maintenir des coupures d'urbanisation.

La carte ci-après met en exergue les vues à conserver sur Theix.

VUES ET COUPURES D'URBANISATION À THEIX





2) Assainissement

Eaux usées

Le branchement par des canalisations souterraines à un réseau collectif d'assainissement de caractéristiques appropriées est obligatoire pour toute construction ou installation qui engendre des eaux usées.

La desserte est également obligatoire en cas d'aménagement, de changement d'affectation ou d'extension d'une construction existante de nature à augmenter les besoins.

Eaux pluviales

Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle à l'infiltration et au libre écoulement des eaux pluviales.

Lorsqu'il existe un réseau collectif spécifique apte à recueillir les eaux pluviales, les aménagements sur le terrain doivent garantir leur évacuation dans ledit réseau sauf impossibilité technique liée à la topographie du terrain.

En l'absence de réseau collectif ou en cas de réseau insuffisant ou d'impossibilité de raccordement, des mesures de précaution propres à éviter la dégradation sur les fonds voisins et sur les équipements publics sont à prendre et sont à la charge exclusive du propriétaire. Ces dispositions s'appliquent également aux eaux de vidange des piscines.

Si le projet comporte des installations d'ouvrages de stockage individuels pour la récupération des eaux pluviales, elles seront à intégrer dans le respect du bâti et du site ou à enterrer.

3) Electricité et réseaux de communication

Les réseaux obligatoirement être réalisés en souterrain, sur la parcelle concernée par le projet, à la charge du maître d'ouvrage.

ARTICLE UA 5 - SUPERFICIE MINIMALE DES TERRAINS CONSTRUCTIBLES

Non réglementé.

ARTICLE UA 6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Les constructions principales doivent être implantées en limite de voies et emprises publiques ou dans le prolongement des constructions existantes. Tout alignement différent peut être imposé, pour des raisons d'ordre architecturales et/ou d'unité d'aspect, d'exposition à l'ensoleillement, en fonction de la configuration des lieux, de l'urbanisation environnante ou conformément aux orientations d'aménagement.

Pour les dépendances (garages, abris de jardin, ...) il n'est pas fixé de règle d'implantation.

ARTICLE UA 7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

